



PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE

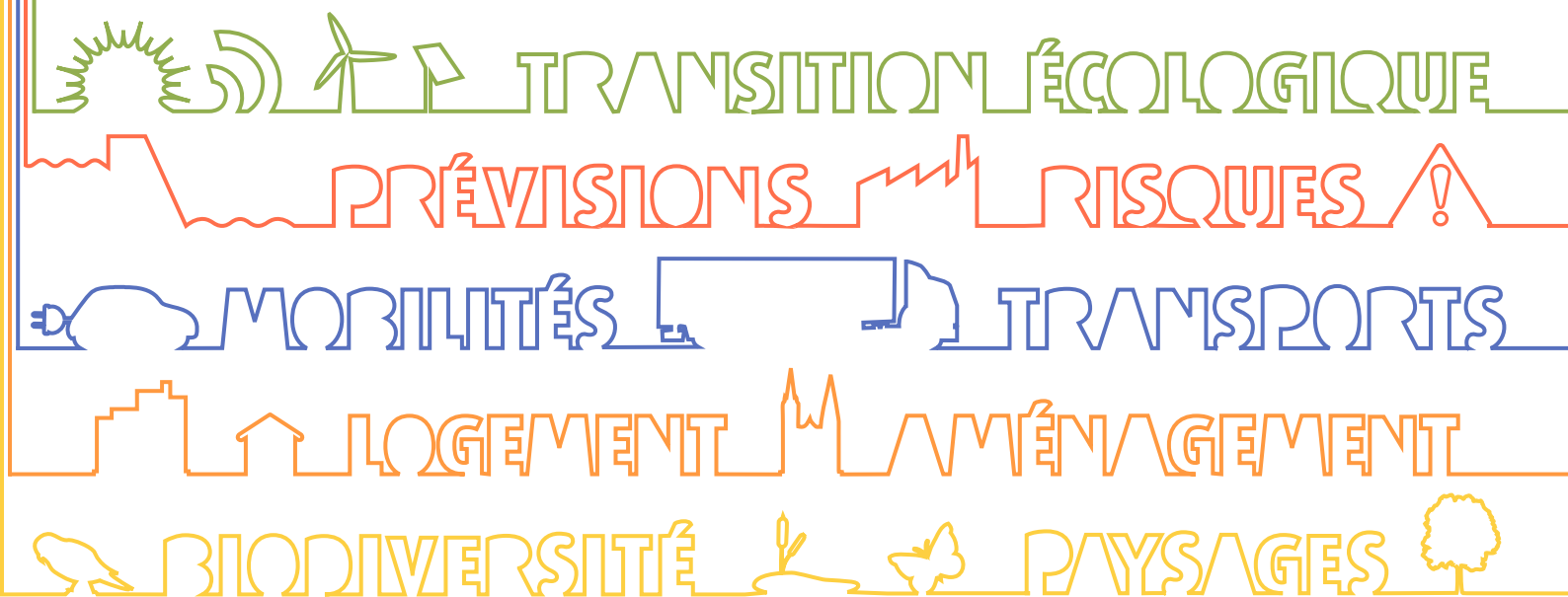
*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL

Centre-Val de Loire



Rapport d'activité 2020





Sommaire

Le mot du directeur	3
 Crise sanitaire, gestion de crise et continuité de service	4
 Transition énergétique pour la croissance verte et changement climatique	6
 Biodiversité et Paysages	8
 Aménagement durable du territoire	10
 Mobilité et infrastructures de transports	12
 Prévention des risques anthropiques	14
 Ressources naturelles et prévention des risques naturels en région	16
 Ressources naturelles et prévention des risques naturels au-delà de la région	18
 Connaissance et évaluation environnementale	20
 Pilotage et coordination des actions du pôle ministériel en région	22
 Organisation et moyens au service de nos missions	24
Organigramme	26

LE MOT DU DIRECTEUR



La DREAL Centre-Val de Loire, service déconcentré des ministères en charge de la transition écologique et de la cohésion des territoires, veille à porter les objectifs ambitieux de ces politiques sur le territoire, sous l'autorité des préfets de région et de département.

Au quotidien, 400 agents mettent leurs compétences transversales ou techniques au service de la préservation de l'environnement, de la croissance verte, de la protection des populations et d'une activité économique socialement responsable, sur tout le territoire régional voire sur le territoire du bassin Loire-Bretagne pour certains sujets.

2020

Une année marquée par la crise sanitaire qui a impacté profondément nos vies personnelles et professionnelles. En DREAL Centre-Val de Loire, cette année exigeante nous a conduit à nous adapter et à mobiliser nos capacités de résilience et d'organisation. Elle a démontré l'importance des services publics pour :

- Gérer la crise : maîtriser le risque industriel, suivre et accompagner la production de gel hydroalcoolique, la disponibilité en énergie et le traitement des déchets, la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'activité économique : accompagner les professionnels du transport de marchandises, suivre le transport de voyageurs, favoriser la reprise des chantiers du BTP et soutenir les associations ;
- Reprendre rapidement les activités de terrain : de contrôle, de suivi de l'état de l'environnement et de gestion des risques naturels et industriels ;
- Faire émerger de nouveaux projets dans le cadre du plan de relance.

Ce rapport d'activité illustre l'engagement et le travail des femmes et des hommes qui font la DREAL, les résultats qu'ils ont obtenus dans la poursuite et l'exigence de leurs missions tout en s'adaptant à la crise sanitaire.

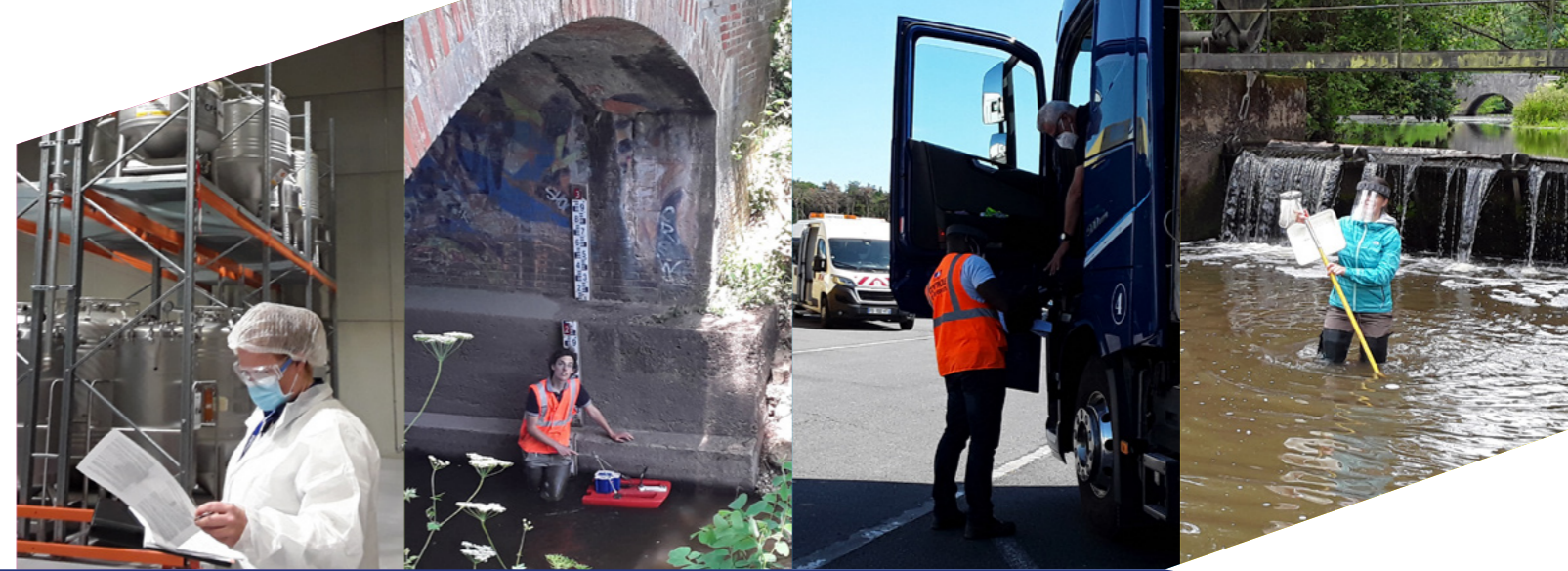
En 2021, ils sont toujours aux côtés des collectivités, des acteurs économiques, des associations pour contribuer à l'accélération des projets des territoires, notamment à travers la mise en œuvre du plan de relance en région, qui fait la part belle au volet environnement.

Hervé Brulé

Crise sanitaire, gestion de crise et continuité de service

Nos missions :

- Poursuivre nos missions régaliennes pour la sécurité des personnes et la préservation de l'environnement
- Répondre aux sollicitations des préfets pour suivre les points sensibles pendant la crise



En 2020

1500 t/mois de gel hydroalcoolique produites dans 22 ICPE autorisées temporairement par la DREAL

3 incinérateurs ont traité les DASRI pendant la crise

192 000 masques distribués pour les transports en commun dans les agglomérations de la région

33 webinaires pour la coordination et l'animation de nos politiques dans les domaines de la connaissance, l'aménagement, la transition énergétique et le logement

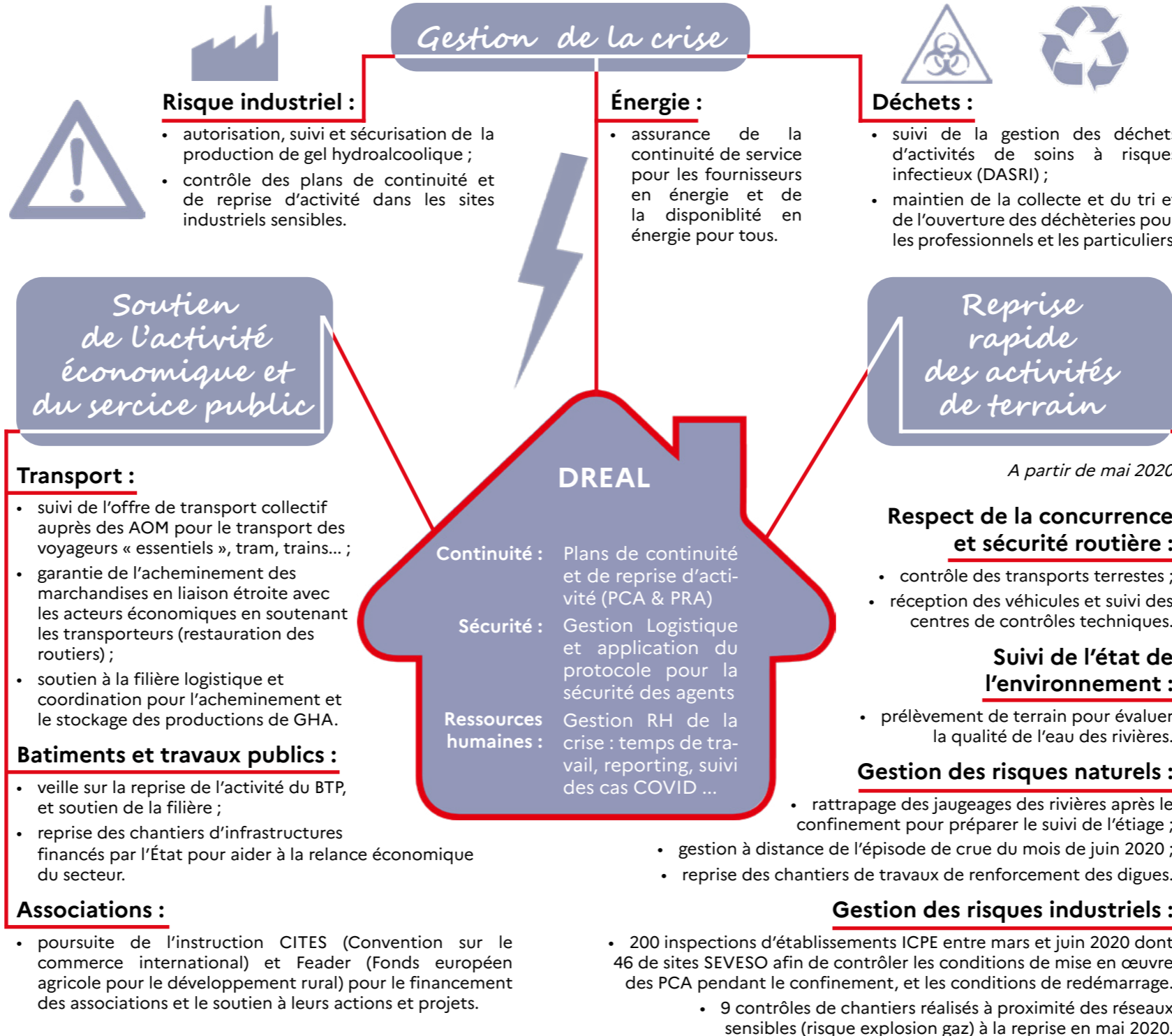
100 % des agents dont les missions sont télétravaillables (environ 350 agents) équipés de PC fixes ou portables

18 réunions informelles avec les OS en période de crise, 4 CT formels, 2 consultations électroniques et 3 CHSCT

6 clubs managements « spécial COVID » en visio

732 000 teqCO₂ évitées pendant le confinement, -70 % par rapport à 2019 notamment grâce à la baisse de la circulation automobile (source Lig'Air)

*AOM : Autorité organisatrice de la mobilité
 *CHSCT : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
 *CT : Comité technique
 *DASRI : Déchets d'activités de soins à risques infectieux
 *GHA : Gel hydroalcoolique
 *ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement
 *OS : Organisations syndicales



Plan de relance pour 2021

La transition écologique est l'une des 3 priorités du plan de relance pour accompagner la transition vers une économie plus verte et durable.

La DREAL gère des appels à projets et identifie les actions à subventionner sur ces fonds spécifiques.

Rénovation énergétique

- Rénovation énergétique des logements sociaux
- Réhabilitation des aires d'accueil des gens du voyage

Biodiversité, lutte contre l'artificialisation

- Fond friches : « recyclage du foncier » requalification de friches
- Restauration écologique
- Fonds spécifique pour les aires protégées

Infrastructures et mobilités vertes

- Développer les mobilités du quotidien (tramway, vélo...)
- Mise en place d'un plan de soutien au secteur ferroviaire (notamment fret et petites lignes voyageurs)





Transition énergétique pour la croissance verte et changement climatique

Nos missions :

- Promouvoir les énergies renouvelables auprès des collectivités.
- Accompagner les acteurs dans la lutte contre le changement climatique.
- Instruire les certificats et les attestations des porteurs de projets.
- Auditer, contrôler et accompagner les industries.



En 2020

42 MW de puissance éolienne raccordée pour un total de 1305 MW à fin décembre
38 éoliennes autorisées au titre ICPE

57 MW de panneaux photovoltaïques raccordés en 2020 pour un total de 385 MW à fin décembre 2020
29 CETI délivrés

31 attestations délivrées pour de nouvelles installations visant l'injection de biométhane dans les réseaux gaz

40 EPCI engagés dans une démarche PCAET : **8 avis** de l'État délivrés

1687 logements rénovés grâce au programme Habiter Mieux « Sérénité » de l'ANAH avec un gain énergétique de 44 %

3 entreprises signataires des chartes CO₂ : **1400 T** de CO₂ évitées (pour un objectif de 1500 T)

* ACTE : Assemblée régionale pour le climat et la transition énergétique
 * ANAH : Agence nationale de l'habitat
 * CETI : Certificats d'éligibilité du terrain d'implantation
 * COP : Conférence des parties
 * DPE : Diagnostic de performance énergétique
 * EPCI : Établissement public de coopération intercommunale
 * ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement
 * PCAET : Plan climat-air-énergie territorial
 * RE 2020 réglementation environnementale 2020
 * RGE : Reconnu Garant de l'Environnement
 * S3REnR : Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables

06/02

Juin

04/09

Programme SARE (Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique)

Signature de la convention régionale du programme. Un 1^{er} appel de fonds de 1,8 M€ a été fait après le comité de pilotage du 16 octobre (total 10 M€ sur 3 ans).

Contrats de transition écologique (CTE)

3 nouveaux territoires s'engagent dans l'élaboration d'un CTE :

- le Pays de Valençay,
- le Pays Loire Touraine,
- le Pôle d'équilibre territorial et rural du Gâtinais montois.

Enjeux climatiques et transition énergétique

La DREAL a présenté aux développeurs économiques les indicateurs de suivi du changement climatique en région, lors de la plénière « transition écologique et énergétique » organisée par Dev'up dans le cadre de la COP régionale.



Label Bas Carbone

Le label bas carbone valorise les projets de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de séquestration carbone réalisés volontairement par des acteurs, personnes physiques ou morales, sur des domaines variés et en application de méthodes agréées. En offrant une garantie et une visibilité à ces projets, le label favorise l'apport de financements par des entreprises, collectivités, ou citoyens désireux de rémunérer des actions bénéfiques pour le climat, en compensation de leurs propres émissions par exemple.



Plaquette Méthanisation

Avec 44 méthaniseurs ICPE en région, une filière prometteuse émerge. Elle doit cependant encore apprendre à mieux maîtriser ses risques et ses coûts pour être acceptée par la population et s'assurer un essor durable.

Bilan des inspections ICPE par la DREAL dans le domaine des déchets :

- 30 installations de stockage de déchets non dangereux
- 4 méthaniseurs
- 6 installations de stockage de déchets inertes illégales
- 40 sites illégaux prenant en charge des véhicules hors d'usages
- 22 sites de tri/transit de déchets



Matériaux biosourcés dans les logements sociaux

La DREAL a lancé un appel à projets utilisant des matériaux biosourcés dans les logements sociaux. Deux lauréats (Terres de Loire Habitat et Habitat Drouais), s'engagent dans des opérations de construction durable, mettant à l'honneur le bois et la ouate de cellulose.

Objectifs pour 2021

Développer la sobriété énergétique en informant sur les évolutions réglementaires : réduction de la consommation d'énergie du parc tertiaire, réforme du DPE et du label RGE, RE 2020.

Accompagner le développement du programme SARE :

- participer au comité de pilotage ;
- promouvoir la création de plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) ;
- faciliter l'articulation avec les aides de l'ANAH.

Poursuivre la dynamique partenariale de l'ACTE et mettre en place un site internet.

Mettre en œuvre les instructions nationales sur « l'éolien harmonieux ».

Développer l'implication de la DREAL sur le changement climatique.

Améliorer l'efficacité énergétique des véhicules dans le domaine des transports routiers (Stratégie nationale bas-carbone).

Contrôler les mesures de surveillance et de préservation de la biodiversité des parcs éoliens au titre ICPE.

Contrôler au titre ICPE le respect des mesures de prévention des risques de pollutions par les méthaniseurs suite aux incidents intervenus en France en 2020.



Biodiversité et Paysages

Nos missions :

- Approfondir la connaissance naturaliste pour protéger les espèces.
- Gérer les espaces pour protéger la biodiversité.
- Accompagner les collectivités dans la protection des paysages remarquables pour préserver l'identité des territoires.



En 2020

99% des surfaces **Natura 2000** animées en région

1005 ZNIEFF de 2^e génération (types I et II) 19 nouvelles ZNIEFF validées en 2020

11 600 documents délivrés (permis d'import, export, certificats de réexportation, intracommunautaires) - **27 % par rapport à 2019** à cause de la crise sanitaire

+ de 2,5 M données régionales dans le **SINP** : la banque de données nature

3 sites déjà classés dans le cadre du programme de classement des **20** sites pour le Val de Loire UNESCO

- 2 sites au conseil d'État
- 4 au stade de l'enquête publique
- 1 site à l'étude

* ARB : Agence régionale de la biodiversité
 * AELB : Agence de l'eau Loire-Bretagne
 * CITES : Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
 * CNPN : Conseil national de la protection de la nature
 * CPIE : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement
 * OFB : Office français de la biodiversité
 * PNR : Parc naturel régional
 * RNN : Réserve naturelle nationale
 * SINP : Système d'Information de l'Inventaire du Patrimoine naturel
 * ZNIEFF : Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

23/09 | 22/10 | du 26/10 au 27/11

Séminaire « Biodiversité : les collectivités au cœur du dialogue territorial »

Ce séminaire organisé par le conservatoire des espaces naturels et l'ARB au Palais des congrès de Tours, a rassemblé les acteurs régionaux de la biodiversité, associatifs et institutionnels (DREAL, AELB, OFB, ARB, CPIE...).

Il a permis aux collectivités présentes de prendre connaissance de multiples actions menées par et pour les collectivités, afin de mieux prendre en compte la biodiversité dans leurs territoires. A cette occasion ont été dévoilés les lauréats du dispositif « Territoires engagés pour la nature » pour 2020.

Plan d'action pour une politique apaisée de restauration de la continuité écologique

Le PAPARC validé en comité de bassin Loire-bretagne.

Directive paysagère de Chartres

Dernière phase des consultations locales avant transmission au ministère de la Transition écologique.



Extension de la réserve de Chérine (36)

Le projet d'extension de la RNN a reçu un avis favorable d'opportunité du CNPN en 2020. Il entrera en 2021 dans une phase d'enquête publique, puis de consultation nationale avec un nouvel avis du CNPN à l'automne pour un objectif de finalisation du décret début 2022.

« Les ZNIEFF en région Centre-Val de Loire »

Les Znieff sont des espaces très riches pour la faune et pour la flore et constituent un support déterminant pour la conduite des politiques en faveur de la biodiversité.

Cette plaquette de présentation du programme d'inventaire des ZNIEFF s'adresse aux acteurs des territoires pour diffuser la connaissance et intégrer la préservation de la biodiversité dans les pratiques et les aménagements.



PNR Sud Berry

La première étape de la procédure de création d'un PNR Sud Berry sur le Cher et l'Indre s'est concrétisée par un avis favorable du préfet de région le 23 décembre 2020 sur l'opportunité d'un PNR sur ce territoire à dominance bocagère. Le travail de réduction du périmètre peut être entamé afin de se concentrer sur le caractère identitaire fort de ce territoire et la mise en place des grandes lignes d'une structure préfiguratrice avant d'élaborer la charte du futur PNR.



Directive paysagère de Chartres : un nuancier-conseil

Une plaquette et une palette « Nuancier-Conseil et schéma directeur de coloration des façades » ont été élaborés pour encadrer les couleurs des nouvelles constructions afin de préserver les vues et mettre en valeur les paysages autour de la cathédrale de Chartres.

Objectifs pour 2021

Contribuer à construire la stratégie nationale biodiversité 3 et en attendant, poursuivre la mise en œuvre du plan biodiversité.

Déployer la stratégie aires protégées en région et construire son plan d'action.

Entamer les réflexions et définir une délimitation plus resserrée du périmètre du futur PNR sud Berry en maintenant la motivation des élus locaux.

Assurer l'accompagnement des procédures de révision des PNR Loire-Anjou-Touraine (37-49), et du Perche (28).

Poursuivre la politique de classement dans le val de Loire Unesco.

Poursuivre la procédure de la directive paysagère de Chartres.

Paysages - Mettre en œuvre la procédure de classement UNESCO sur le site du Sancerrois et accompagner la collectivité dans la démarche Plan de paysage du Sancerrois.



Aménagement durable du territoire

Nos missions :

- Promouvoir les opérations d'aménagement exemplaires des collectivités.
- Soutenir les actions de revitalisation des centres-bourgs.
- Veiller à l'accessibilité et la qualité des logements et de la construction.
- Accompagner les collectivités dans les plans et schémas d'urbanisme pour garantir l'équité entre les territoires et limiter la consommation d'espace.



En 2020

Près de **67%** de la région couverte par un **plan local d'urbanisme intercommunal**

+ de **94%** de la région couverte par un **Schéma de cohérence territoriale (SCoT)**

2149 logements sociaux créés, soit **106%** de l'objectif annuel

1054 logements privés adaptés à la perte d'autonomie grâce aux aides de l'Agence nationale de l'habitat

9 EPCI lauréats des appels à projets des Règlements Locaux de Publicité intercommunaux se sont engagés à élaborer un RPLI

4,4% du territoire régional **artificialisé** en 2018 + 2500 ha artificialisés entre 2012 et 2018

* DDT : Direction départementale des territoires
 * EPCI : Établissement public de coopération intercommunale
 * PCAET : Plan climat-air-énergie territorial
 * PGRI : Plan de gestion des risques d'inondation
 * SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau
 * SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
 * SCoT : Schéma de cohérence territoriale
 * SRADDET : schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires
 * SRU : Solidarité et au renouvellement urbain



Logements sociaux en région – Bilan SRU

Tous les 3 ans, un bilan de la loi SRU est fait pour les communes du Centre-Val de Loire qui doivent avoir 20 % de logements sociaux. Pour 2017-2019, la moitié de ces 24 communes n'ont pas atteint cet objectif. Sur la base d'une analyse régionale harmonisée, les communes de Fondettes en Indre-et-Loire, Olivet et Saint-Denis-en-Val dans le Loiret ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de carence, avec des sanctions lourdes.

« Villes et habitat »

Ce réseau, co-animé par la DREAL et l'Union sociale pour l'habitat avec l'appui de Villes au Carré, est composé des 19 EPCI concernés par la réforme de la demande et des attributions de logements sociaux dans la région, des bailleurs sociaux, d'Action Logement et des services de l'État. Il s'est réuni 2 fois en webinaires, sur la cotation de la demande et le passage à une gestion en flux des contingents de logements sociaux.

SRADDET de la région Centre-Val de Loire

Après l'approbation du SRADDET par le préfet de région le 4 février 2020, l'année a été dédiée à :

- la promotion de ce document de référence pour l'aménagement du territoire régional auprès des syndicats de SCoT, des PCAET et des Parcs naturels régionaux ;
- la poursuite de la constitution du guide d'application via des rencontres dématérialisées avec ces différents acteurs.



* Ordonnance du 17 juin 2020 sur la rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme

Les orientations retenues par l'ordonnance sont notamment :

- la généralisation du lien de compatibilité (sauf le cas du SRADDET),
- l'unification des délais de mise en compatibilité des documents d'urbanisme,
- la possibilité de production d'une note d'enjeu de l'État,
- la réaffirmation du « SCoT intégrateur », celui-ci intégrant des politiques sectorielles (SDAGE, SAGE, PGRI, et SRADDET).

Objectifs pour 2021

Mettre en œuvre le plan biodiversité et le SRADDET pour limiter la consommation d'espaces. Objectif Zéro Artificialisation Nette :

- appui méthodologique ;
- connaissance et suivi de la consommation d'espace ;
- implication dans un observatoire régional.

Décliner le plan de développement du logement des étudiants et des jeunes actifs, en coordination avec des réflexions menées par le conseil régional et la création d'observatoires territoriaux du logement étudiant.

Poursuivre l'animation régionale des conventions d'utilité sociale (CUS), pour le suivi des CUS signées et l'élaboration des CUS reportées.



Mobilité et infrastructures de transports

Nos missions :

- Aider les collectivités locales à trouver de nouvelles formes de mobilités durables, partagées et inclusives, adaptées aux territoires peu denses.
- Contribuer au développement des infrastructures de transport stratégiques.
- Mobiliser les réseaux d'acteurs de la mobilité et capitaliser la connaissance dans le cadre de l'animation de l'ORT et de la cellule régionale d'appui en ingénierie de la mobilité.



En 2020

7,5 M€ investis dans le routier

+ de 68 M€ pour le réseau ferré national dans le cadre du CPER, dont **15,9 M€** au titre du plan de relance de l'État



2 M€ pour la mise en accessibilité des quais aux personnes à mobilité réduite des gares voyageurs (SD'AP)



25 partenaires + 13,2 % de visites sur le site de l'ORT par rapport à 2019

2155 entreprises de transports en région



5231 titres de transports délivrés

03/02

France Mobilités s'invite en région

A Aubigny-sur-Nère 150 personnes (élus, services de l'État, associations) ont échangé autour de la mobilité en territoires peu denses. Présentation de la loi d'orientation des mobilités (LOM) et de la démarche nationale « France Mobilités » qui se prolonge au niveau local par la création d'une cellule régionale d'appui, portée par l'ADEME, la Banque des territoires, le Cerema et les services de l'État (DREAL et DDT). Celle-ci a vocation à aider et accompagner les acteurs de la mobilité et à concrétiser leurs projets.

Cette journée a été complétée par une présentation de la loi d'orientation des mobilités aux services de l'État le 11 février à Orléans.



15/06

Démarrage du chantier de suppression du PN n° 144 à Villechauve (41)

Les travaux de suppression de ce passage à niveau dangereux sur la RN 10 sont financés à 100% par l'État (7,6 M€). La fin des travaux est prévue pour avril 2021.



08/11

Webinaire pour comprendre la prise de compétence « mobilité »

70 élus et techniciens des communautés de communes ont pu échanger avec le CEREMA, les services de la Région et la DREAL.

Objectifs pour 2021

Favoriser et accompagner l'émergence de nouvelles formes de mobilités, plus durables, inclusives et adaptées aux caractéristiques des territoires en particulier ruraux :

- participer aux actions de la plateforme régionale d'appui France mobilité ;
- accompagner et diffuser la mise en œuvre de la loi d'Orientation des mobilités et promouvoir le plan national Vélo ;
- améliorer la connaissance en pilotant des études, en développant de la donnée et la connaissance et animant le réseau d'acteurs.

Poursuivre les actions dans le domaine ferroviaire :

- sécurisation des passages à niveau ;
- réflexion sur les petites lignes ;
- réflexion sur le sujet du fret ferroviaire ;
- accompagnement des opérations dans et hors CPER ;
- participer à l'élaboration du CPER 2023-2027.

Contribuer au développement du réseau routier national :

- poursuite du projet autoroutier A 154 ;
- suivre la mise en œuvre des opérations inscrites au CPER 2015-2022 ;
- finaliser les travaux du demi-échangeur à Massay et la suppression du PN 144 sur la RN 10 ;
- participer à l'élaboration du CPER 2023-2027.

Suppression du PN n° 97 sur la RN 10 à Autheuil en Eure-et-Loir

L'inauguration de la dénivellation supprimant le PN n° 97 a eu lieu le 16 janvier 2020. L'état a financé les 8,5 M€ de travaux, pilotés par la DREAL Centre-Val de Loire et la DIRNO (maîtrise d'œuvre).

Création d'un demi-échangeur sur l'Autoroute A 20 à Massay dans le Cher

- Travaux de 3,28 M€, financés à 50 % par l'État et à 50 % par les collectivités (Conseil départemental, Communauté de Communes de Vierzon- Sologne- Berry et commune de Massay).
- Démarrage du chantier : septembre 2020
- Fin prévisionnelle des travaux : novembre 2021

« PCAET en région Centre-Val-de-Loire : Actions et indicateurs de mobilités »

Toutes les actions « Mobilité » des PCAET de la région et les structures par thématiques sur un document unique.



2^{ème} édition de l'appel à projets « continuités cyclables »



Le 14 septembre 2020 sont annoncés les lauréats de la 2^{ème} édition. 6 projets sont retenus en région Centre-Val de Loire, représentant environ 8 km d'aménagements cyclables, pour un montant de subvention de l'État d'un peu plus de 1,5 M€.



Signature du protocole sur les petites lignes ferroviaires en février 2020
Avenant n° 5 du CPER signé en juillet 2020

* ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
 * CEREMA : Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
 * CPER : Contrat de plan État-Région
 * DDT : Direction départementale des territoires
 * DIRNO : Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest
 * ORT : Observatoire régional des transports
 * PCAET : Plan climat-air-énergie territorial
 * PN : passage à niveau
 * SD'AP : Schéma Directeur d'Accessibilité - Agenda d'Accessibilité Programmée, pour l'accessibilité des transports en commun



Prévention des risques anthropiques

Nos missions :

- Maîtriser et réduire les risques technologiques et sanitaires pour la protection des populations.
- Informer les industriels dans la gestion du risque et la prise en compte de l'impact de leurs activités sur l'environnement.
- Améliorer la sécurité routière et lutter contre la concurrence déloyale.



En 2020

8,8 mois

délai moyen d'instruction des dossiers d'autorisation environnementale et d'enregistrement ICPE malgré la crise sanitaire



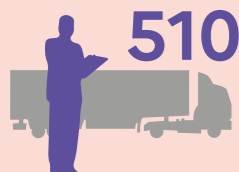
1014

visites d'inspection dans les ICPE dont 100 % des établissements prioritaires en activité



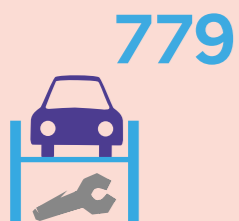
77

accidents ou incidents recensés. 45 visites d'inspection d'ICPE ont été réalisées suite à accidents ou pollutions



510

opérations de contrôle routier et 2879 véhicules contrôlés (15 % de véhicules en infraction).



779

véhicules réceptionnés par des agents habilités de la DREAL et 153 opérations de surveillance de centres et contrôleurs de centres de contrôle technique

* Cabotage : possibilité donnée à une entreprise de transport routier de marchandises non établie en France, d'effectuer des opérations de transport sur le territoire national.

* CCI : Chambre de commerce et d'Industrie

* DDCSPP : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

* DDT : Direction départementale des territoires

* ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement

* IOTA : Installations, ouvrages, travaux et activités

* PRSE 3 : Plan régional Santé Environnement 3

13/03

23/06

08/10

29/10

17/11

11/12

Inauguration des panneaux à messages variables (PMV)

2 PMV ont été installés et mis en service sur l'autoroute A 20, en amont de l'Aire des Avionneurs, dans le département de l'Indre.

9 contrôleurs des transports terrestres et 1 peseur, en collaboration avec l'Escadron départemental de sécurité routière (EDSR) de l'Indre ont réalisé une opération de contrôle et une démonstration d'utilisation de PMV.

Ces panneaux de signalisation dynamique ont pour objectifs de sécuriser les conditions d'interception des véhicules de transport de marchandises et de voyageurs, et de renforcer l'efficacité des opérations de contrôle.

Information des industriels

4 réunions organisées par les unités départementales et interdépartementales (36, 37, 41 et 45) avec les CCI, pour informer les exploitants d'ICPE sur les actualités réglementaires.

Réunion « France chimie »

Suite à l'accident de Lubrizol et au renforcement des prescriptions sur le stockage des produits chimiques, information des 25 adhérents (chimistes, déchets, cosmétiques et traitement de surface).



DPO St-Jean de Braye

Mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques

60 riverains situés autour d'établissements classés Seveso ont bénéficié d'un diagnostic de leur logement afin de définir les travaux de protection à mener, en particulier dans le Loir-et-Cher et l'Indre-et-Loire.

Dans le Loiret, les travaux de réalisation de mesures de protection se poursuivent sur le site des Dépôts Pétroliers de l'Orléanais à Saint-Jean de Braye.

Contrôle des véhicules : améliorer la sécurité routière et lutter contre la concurrence déloyale

6 accords de coopération signés avec les parquets des tribunaux judiciaires de la région pour harmoniser l'action de l'État sur les sanctions.

- 11 sanctions administratives en matière de transport, dont :
 - 1 interdiction de cabotage pour des entreprises étrangères ;
 - 6 suspensions (centres de contrôle techniques et contrôleurs).

GUN : Guichet Unique Numérique de l'environnement

Dans le cadre des simplifications administratives décidées par le gouvernement, l'application GUNenv (Guichet Unique Numérique de l'environnement) a été déployée en décembre 2020. Elle permet le dépôt dématérialisé par les porteurs de projets des dossiers de demande d'autorisation environnementale (IOTA et ICPE) sur www.service-public.fr.

160 utilisateurs (instructeurs en DREAL, DDT, DDCSPP, services administratifs des préfectures) ont été formés par la DREAL en fin d'année.



Un an après l'incendie de Lubrizol, plusieurs textes réglementaires ont été publiés. Ils renforcent notamment les prescriptions applicables aux stockages de liquides inflammables ou combustibles, et aux entrepôts, en améliorant les conditions de stockage des produits dangereux et en augmentant la disponibilité des moyens d'extinction.

Objectifs pour 2021

Faire évoluer les pratiques d'inspection des ICPE pour privilégier la présence terrain :

- inspections plus ciblées ;
- usage d'outils numériques (tablette, dématérialisation des échanges avec les exploitants...);
- priorisation dans les tâches d'instruction pour se concentrer sur les enjeux importants.

Suite aux accidents de Lubrizol (2019) et Beyrouth (2020), effectuer des opérations de contrôles des établissements bordant les sites SEVESO ainsi que des dépôts d'engrais dans les coopératives agricoles.

Conduire la révision des Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) d'Orléans et Tours, en appui aux préfets de département.

Favoriser des conditions de concurrence et de sécurité des transports routiers. Garantir le respect des règles économiques et sociales ainsi que les règles environnementales des véhicules.

Offrir un service dématérialisé aux entreprises et contribuer à la transformation numérique de l'administration.





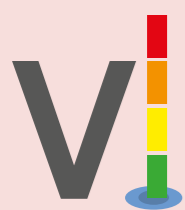
Ressources naturelles et prévention des risques naturels en région

Nos missions :

- Collecter, critiquer et diffuser les données de niveaux et de débit des rivières à tous les publics.
- Connaître la ressource en eau pour mieux la gérer et la préserver tant dans des aspects quantitatifs que qualitatifs.
- Contrôler et mesurer l'impact des prélèvements en ressources.
- Protéger la ressource en préservant les milieux.



En 2020



4 tempêtes successives entre le 1^{er} et le 5 mars (Karine, Léon, Marine, Norberto) provoquant une vigilance jaune sur l'Yèvre (ainsi que sur les bassins du Morvan)

12 bulletins hebdomadaires « **Actu sécheresse** » entre juillet et octobre.



43 % des **81 captages prioritaires** ont défini un plan d'actions visant à reconquérir la qualité de l'eau



70 prélèvements effectués par le laboratoire d'hydrobiologie pour mesurer la qualité des cours d'eau et plans d'eau



Concertation pour l'amélioration de la qualité de l'eau

Des concertations ont été menées avec l'ensemble des acteurs concernés :

- sur les cours d'eau et actions prioritaires pour la mise en œuvre du programme de mesure du futur SDAGE lors de 6 réunions départementales en début d'année ;
- sur la révision des zones vulnérables aux nitrates lors d'une réunion régionale le 17 novembre.

Approbation du schéma régional des carrières

Après une large concertation qui a associé les différents acteurs concernés, dont les représentants des exploitants de carrières, de la profession agricole et des associations de protection de l'environnement, le schéma régional des carrières a été approuvé le 23 juillet 2020 par le Préfet de région. Il se substitue aux schémas départementaux et s'applique aux nouveaux projets.

Travaux et études sur les digues

- Tours, Loire amont : Traitement des canalisations de la gare du canal à Tours pour 400 000 € sur 100 m linéaire environ ;
- Tours, Loire aval : Renforcement de la levée par écran étanche (technique de mélange en place) en corps de digue à Saint-Genouph et La Riche pour 3 200 000 € sur 3000 m linéaire ;
- Jargeau, Val d'Orléans : Achèvement du reprofilage du talus côté Loire sur 200 m pour 350 000 €. La portion de la levée située sur le site des Moulins fait partie d'un système d'endiguement qui protège plus de 60 000 habitants contre les inondations.



Objectifs pour 2021

Suivre et anticiper les situations d'étiage.

Réduire l'usage des pesticides et produits phytosanitaires en renforçant la surveillance des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement, en accompagnant les filières économes en intrants.

Accompagner la reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, en ciblant en particulier les efforts de limitation des pressions agricoles et la restauration de la continuité écologique.

Conduire la révision des zones vulnérables aux nitrates.

Elaborer le projet de Plagepomi 2022-2027.

* BRGM : Bureau de recherches géologiques et minières
* CGRNVES : Comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étiages sévères
* DDT : Direction départementale des territoires
* DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
* OFB : Office français de la biodiversité
* PLAGEPOMI : Plan de gestion des poissons migrateurs
* SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux



Ressources naturelles et prévention des risques naturels au-delà de la région

Nos missions :

- Exploiter un réseau de mesure des niveaux et des débits des rivières.
- Produire et diffuser (quotidiennement) à tous les publics la vigilance des crues et des prévisions quantitatives (en période de crue), pour anticiper les situations à risque.
- Anticiper et gérer les crises, piloter pour le compte du préfet de bassin l'élaboration des documents cadres pour une gestion de la ressource en eau et du risque d'inondation.
- Accompagner les territoires dans l'anticipation du risque à travers une mobilisation de la connaissance.



En 2020

Sur le bassin de la Loire

6 nombre de jaugeages pendant l'évènement de juin 2020 sur l'amont du bassin de la Loire et de l'Allier, correspondant à des records de mesure

25 jours de restrictions d'usages dues à la sécheresse, sur les axes Loire et Allier réalimentés par Naussac et Villerest (CGRNVES), arrêtés par le préfet de bassin Loire-Bretagne entre le 21/09 et le 16/10

13 visites d'inspection de contrôles de sécurité des ouvrages hydrauliques : 5 barrages et 8 systèmes d'endiguement sur plus de 170 km qui protègent plus de 250 000 personnes

+ de 20 M€ montant alloué pour engager des travaux sur les digues domaniales



Plan Loire Grandeur Nature

2 forums des acteurs du Plan Loire pour : tirer un bilan du Plan Loire IV, définir la stratégie d'interventions pour le Plan Loire V, préciser les outils et engagements financiers des partenaires du plan (État, AELB, cinq conseils régionaux). Près de 200 acteurs (collectivités, Etat, ONG,...) du bassin de la Loire mobilisés.

Préparation de la saison d'étiage

La délégation de bassin Loire-Bretagne et le SHPECI ont présenté aux acteurs du monde agricole du bassin, l'outil de modélisation utilisé pour la prévision probabiliste des débits d'étiage sur la Loire et l'Allier, pour mieux appréhender ses principes, sa finesse et sa complexité.

Réunion GEMAPI Organisation de la gestion des digues

Le préfet coordonnateur de bassin a invité les 25 EPCI (métropoles, agglomérations, communautés de communes) appelées à reprendre la gestion des digues domaniales en 2024 et l'établissement public Loire pour préparer cette étape importante et évoquer l'organisation à mettre en place pour assurer une gestion efficace et cohérente des digues du bassin de la Loire moyenne.



Directive inondation : SDAGE et PGRI 2022-2027

Les projets de révision du SDAGE et du PGRI ont été finalisés. Ils ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation environnementale avant d'être soumis à l'avis du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

Sécurisation des digues domaniales de l'État

La DREAL participe à la mise en œuvre du PLGN IV en assurant un appui technique aux DDT gestionnaires du domaine public fluvial (lit et digues) qui comprend des prestations d'expertise, d'études et de suivi de travaux en régie ou en conduite d'opération :

- 3 dossiers de régularisation des systèmes d'endiguement : Saint-Avertin (37), Ouzouer-sur-loire et Sully-sur-Loire (45) ;
- Études : renforcement des levées de Tours en Loire aval et amont, et sur les rives du Cher (37), Digues du Cher (18) ;
- Travaux de fiabilisation de digues : pied de levée à Berthenay (37), fiabilisation des digues de Blois (41), restauration du talus à Jargeau (levée d'Orléans - 45).

Vidéos des écoulements pour mesurer le débit des rivières

Les techniques de mesure des débits des rivières ont grandement changé depuis une vingtaine d'années. L'acquisition de vidéos des écoulements, par exemple, est ainsi une pratique qui se développe. Ces vidéos, réalisées sur un site bien renseigné, traitées a posteriori, permettent de déterminer le débit d'un évènement avec une incertitude maîtrisée. Pour les secteurs les plus réactifs, cette technique vient ainsi compléter le panel d'outils disponibles pour la réalisation de jaugeages. Des visites sur des sites pré-identifiés ont été organisées à l'automne pour identifier les contraintes d'instrumentation.



Objectifs pour 2021

Approfondir la connaissance des écoulements et du fonctionnement des cours d'eau.

Améliorer l'appui aux services pour la préparation et le suivi de la saison d'étiage.

Améliorer l'information mise à disposition des gestionnaires de crise et du public (cartographies de zones potentiellement inondées en crue).

Assurer la transition vers la gestion des digues domaniales par les collectivités locales.

Veiller à maintenir l'ambition environnementale et la mise en œuvre et les déclinaisons des documents cadre : SDAGE/Programme de Mesures et PGRI du bassin Loire-Bretagne.

Réussir la fusion du SHPECI avec le pôle hydrométrie et prévision des crues Allier de Clermont-Ferrand.

Préparer le Plan Loire Grandeur Nature V.

Terminer le déploiement de la technologie radio sur l'aval du bassin et consolider ainsi la collecte de données.

Développer un appui aux DDT sur les plus petits cours d'eau.



Connaissance et évaluation environnementale

Nos missions :

- Évaluer l'impact environnemental et humain des projets du territoire à travers l'exercice de l'autorité environnementale.
- Améliorer la connaissance environnementale du territoire à travers la publication d'informations objectives et accessibles à tous.
- Encourager les réseaux d'acteurs qui œuvrent pour la connaissance environnementale et la sensibilisation à la transition écologique.



En 2020

- 400** dossiers traités par l'autorité environnementale (cas par cas et demandes d'avis) 17,5 % d'avis tacites contre 34 % en 2019.
- 7180** documents recensés dans le Système d'Information du Développement durable et de l'Environnement
- 14** associations subventionnées pour un montant de **138 000 €** pour l'éducation à l'environnement
- 300** jeux de données géographiques diffusés sur Carmen
- 48** demandes de données par des partenaires externes (RPLS, Filocom, Sitaldel, ECLN, Fichiers Fonciers, EPTB).
- 5,3 km** linéaires d'archives papier conservés dans 17 magasins (DREAL et 6 DDT), dont 290 m traités en 2020, régulièrement consultés par les services, les bureaux d'études, associations...

* DDT : Direction départementale des territoires
 * DR INSEE : Direction régionale de l'Institut national de la statistique et des études économiques
 * DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la Forêt
 * ECLN : Enquête sur la commercialisation des logements neufs
 * EPTB : Enquête sur le prix des terrains à bâtir
 * Filocom : Fichiers des logements à la commune
 * GRAINE : Groupement régional d'animation, d'initiation à la nature et à l'environnement
 * RPLS : Répertoire du parc locatif social
 * Sitaldel : Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux.

13/02	22/06	04/09	17/11 26/11	07/12
-------	-------	-------	----------------	-------

4 réunions du R2C pour construire et pérenniser la connaissance

Le Réseau Régional de la Connaissance (R2C) réunit les six DDT, la DRAAF, la DR INSEE. Ces moments d'échanges entre services permettent de partager et d'organiser la connaissance (données, méthodologie, outils, études) au sein de la région afin de répondre le plus efficacement possible aux besoins des services.

Éducation à l'environnement et au développement durable

Appel à projets lancé par le GRAINE dans le cadre de la convention régionale de l'éducation à l'environnement et au développement durable, avec financement multi-partenarial.

Publication annuelle sur le parc locatif social

La DREAL a inauguré un format innovant de publication en ligne. La publication interactive est coordonnée avec toutes les régions au moment de la publication des résultats nationaux, ce qui facilite les comparaisons interrégionales.

Les ODD en vidéos : des initiatives en région Centre-Val de Loire

Les 17 Objectifs de Développement Durable ont été adoptés en septembre 2015 par 193 pays et doivent être atteints à l'horizon 2030. Ils couvrent l'intégralité des enjeux du développement durable. Ils constituent un cadre de référence pour agir, un outil de sensibilisation, une source d'opportunités économiques et un levier de collaboration multi-acteurs. Grâce à 3 courtes vidéos portant sur l'ODD 2 « Sécurité alimentaire et agriculture durable », l'ODD 12 « Consommation et production responsables » et l'ODD 15 « Vie terrestre », la DREAL Centre-Val de Loire a permis de mettre en lumière des initiatives pouvant être étendues à d'autres territoires de la région.

« Panorama des enjeux régionaux » du Profil Environnemental Régional (PER)

Paru le 2 décembre 2020, ce nouveau chapitre constitue une synthèse des principaux enjeux de la région : risque inondation, gestion de la ressource en eau, progression de l'artificialisation des sols, protection des paysages de la région et fragilité de la biodiversité et des biotopes sont notamment les thèmes qui y sont abordés.

Développer des systèmes d'informations partagés

Le Profil Environnemental Régional a pour dessein de diffuser l'information environnementale au public détenue par la DREAL et d'établir un état régulier de l'environnement sur la région afin de répondre aux obligations de la Convention internationale d'Aarhus ratifiée par la France en 2002, et de respecter l'article 7 de la Charte de l'environnement : « Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement »...

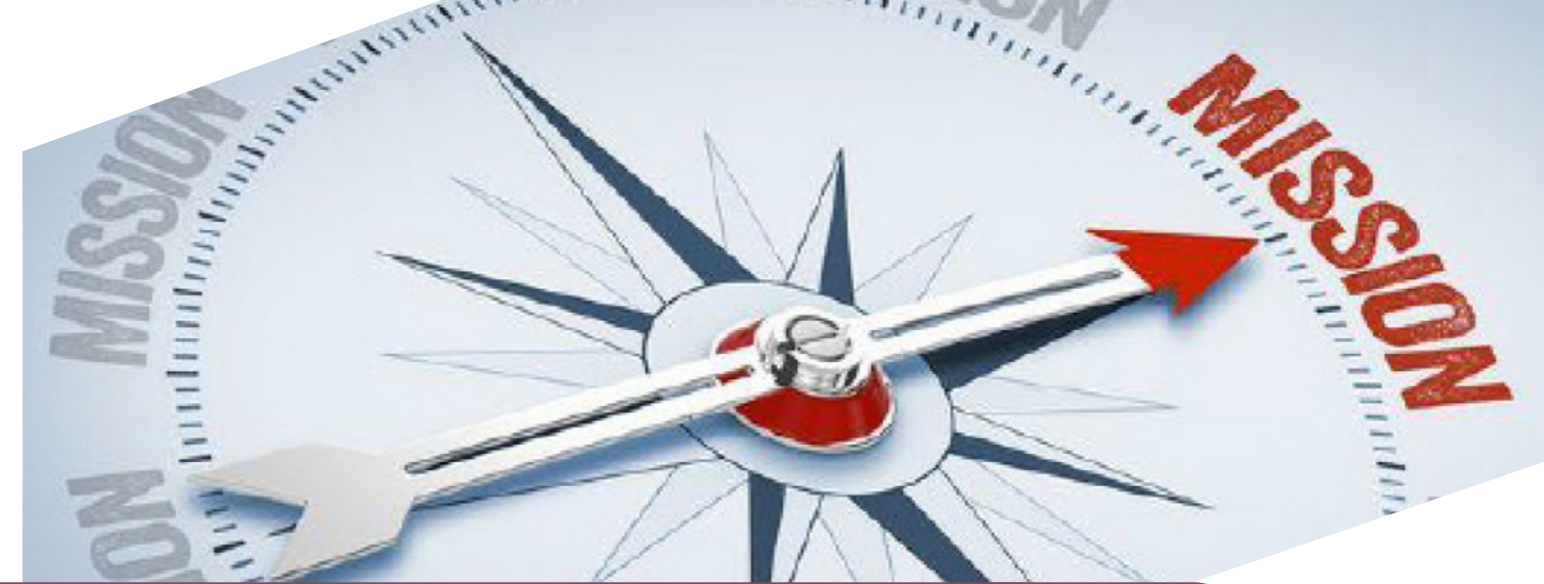
Objectifs pour 2021

- Conforter le projet Do.Terr/Géocentre en contribuant activement à :
 - sa gouvernance et sa feuille de route ;
 - des actions sur les thématiques d'occupation des sols et des zones d'activités économiques ;
 - l'émergence de systèmes d'informations partagés.
- Développer la connaissance territoriale à travers l'animation de réseaux et la mise à disposition d'indicateurs régionaux sur toutes les thématiques du développement durable.
- Développer des systèmes d'informations partagés entre acteurs de la région : zones d'activités économiques et énergies renouvelables.

Pilotage et coordination des actions du pôle ministériel en région

Nos missions :

- Coordonner et animer les réseaux métiers pour la mise en œuvre des politiques ministérielles.
- Consolider les partenariats avec les services déconcentrés, les établissements publics et les acteurs de la sphère privée.
- Clarifier les champs d'actions et rationaliser les organisations pour une meilleure efficacité du service rendu au citoyen.



En 2020

1 revue des missions* sur le BOP 135 UTAH

35,1 M€ de budget consommés par les BOP techniques incluant les dépenses dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature

3 clubs régionaux
Urbanisme durable :
• 2 clubs SCoT
• 1 club Ville durable

3 réunions de l'InterMISEN et **14** réunions de groupes de travail thématiques

en ZGE

18/06

nov 18/12 31/12

Captages prioritaires

La DREAL et la DRAAF ont réuni les services environnement et économie agricole des DDT, les agences de l'eau, l'ARS et le conseil régional afin de préparer la future stratégie régionale « captages prioritaires ».

Label bas carbone, déconcentration de l'instruction

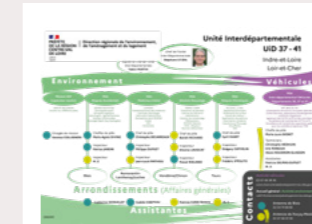
Un cycle de réunions autour du label bas carbone a été organisé, pour préparer la déconcentration de l'instruction des demandes de labellisation aux DREAL à partir de la fin du 1^{er} semestre 2021

Appui et accompagnement des Secrétariats généraux communs départementaux (SGCD)

Réunion d'acculturation et de rencontre entre toutes les équipes des ressources humaines de la DREAL et leurs interlocuteurs RH dans les départements.

Nouvelle UiD 37 - 41

Les unités départementales d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher ont fusionné pour renforcer les équipes en une Unité Interdépartementale (UiD), elles deviennent une entité unique avec 2 implantations.



Objectifs pour 2021

Poursuivre les réflexions et **rationaliser l'action des services de l'État** à travers des revues de missions (DREAL/DDT).

Assurer le suivi de la mise en œuvre des **plans de transformation ministériels** et de la **réforme de l'organisation de l'État en région** et adapter les modalités de travail avec les DDT en conséquence.

Prioriser les missions et optimiser l'organisation pour s'adapter à la baisse de moyens :

- notamment dans les domaines planification et portage des politiques d'aménagement, tout en préservant les fondamentaux du niveau régional ;
- entre services de l'État et opérateurs sur les domaines de l'eau et de la biodiversité, en tenant compte des compétences, notamment dans le cadre des groupes de travail inter-MISEN.

Déployer le dispositif bas carbone en région.

Suivre l'avancement des réformes prioritaires du pôle ministériel en région, en lien avec les services concernés.

Pilotage des services régionaux et départementaux

La DREAL anime un comité mensuel de coordination des directeurs DREAL-DDT, avec en alternance les autres DDI sur les thèmes de la cohésion sociale et de la protection des populations, avec l'ADEME et le Conseil régional sur la transition énergétique, et des séquences communes avec la DRAAF. En 2020 la thématique « Gestion de la ressource en eau dans un contexte de changement climatique » a fait l'objet d'un séminaire associant également le BRGM, MétéoFrance et l'OIEau.

Audit risques naturels et technologiques

Une mission conjointe des conseils généraux de l'environnement, de l'agriculture et de l'économie a mené un audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et technologiques en région Centre-Val de Loire en novembre 2020 et janvier 2021. Les auditeurs ont pu rencontrer un très large panel (+ de 110 personnes) des administrations, industriels, élus et opérateurs impliqués dans ces politiques. Ils ont relevé la qualité du pilotage global de la prévention, de la coopération entre les différents acteurs publics et entre niveaux régional et départemental.

Simplification administrative et dématérialisation



Dématérialisation du registre des transports :

Ce nouveau service permet aux entreprises de déposer un dossier en ligne, s'informer de l'état d'avancement de la demande et échanger en temps réel avec l'administration.

L'instruction est modernisée à travers la simplification des échanges dématérialisés, la réactivité et la réduction des coûts.

Dématérialisation des demandes d'autorisation environnementales :

Un Guichet Unique Numérique de l'environnement (GUNenv) sur service-public.fr, permet le dépôt dématérialisé par les porteurs de projet des dossiers de demande d'autorisation environnementale (IOTA et ICPE), depuis décembre 2020.

* ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
 * ARS : Agence régionale de santé
 * BOP : Budget opérationnel de programme
 * BRGM : Bureau de recherches géologiques et minières
 * DDI : Direction départementale interministérielle
 * DDT : Direction départementale des territoires
 * DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
 * ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement
 * IOTA : Installations, ouvrages, travaux et activités
 * OFB : Office français de la biodiversité
 * OIEau : Office international de l'eau
 * ONCFS : Office national de la chasse et de la faune sauvage
 * PLUi : Plan local d'urbanisme intercommunal
 * Revue des missions : Examen des différentes missions d'un programme de politiques publiques pour prioriser leur mise en œuvre en fonction des moyens humains disponibles au niveau régional et départemental
 * SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale
 * SHPECI : Service hydrométrie, prévision des étiages, des crues et des inondations
 * UTAH : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
 * ZGE : Zone de gouvernance

Organisation et moyens au service de nos missions

Nos missions :

- Assurer le fonctionnement de la DREAL en matière financière, logistique et informatique.
- Assurer la gestion de proximité des agents de la DREAL et apporter un appui au pilotage des ressources humaines aux services de la zone de gouvernance des effectifs.
- Garantir la sécurité juridique des actes et des procédures de la DREAL et des services de la ZGE.



En 2020

7400 mouvements de paye

43 sessions de formation en format dématérialisé en ZGE

114 agents contractuels recrutés

250 c'est environ le nombre de demandes de télétravail « pérenne »

9 clubs management

44 mobilités

27 e-lettres pour communiquer en interne notamment au plus fort de la crise

35 contacts presse

98 avis et conseils juridiques
• 19 nouvelles requêtes prises en charge (éolien, Sdage, cabotage...)
• 29 mémoires en défense produits
• 27 affaires jugées en 1^{ère} instance

290 PC portables et
60 PC fixes distribués

287 cartes à puces distribuées pour assurer le télétravail renforcé par la crise sanitaire

16/06 07/07

24-26/11

Mise en place de la mobilité professionnelle au fil de l'eau

Nouvelle modalité issue de la Loi de transformation de la fonction publique, pour une meilleure convergence des besoins et des compétences, elle apporte plus de souplesse et de fluidité :

- pour les agents, dans leurs parcours professionnel ;
- pour les services, en permettant de réduire la durée de vacance des postes.

Un cycle annuel de mobilité est conservé et complété sur le reste de l'année par une publication « au fil de l'eau » des postes vacants, pour pouvoir recruter en dehors de ce cycle.

Mise à jour du Document Unique

Intégration du plan de continuité et de reprise d'activité et d'une annexe spécifique « état d'urgence sanitaire ».

Qualité : Audit de suivi n°1 par l'AFNOR - Certification ISO 9001

Absence de non conformité, 3 points forts (forte mobilisation des équipes RH, informatique et logistique et du pilotage de la DREAL dans son ensemble), 1 piste de progrès et 3 points sensibles.



Objectifs pour 2021

Assurer la gestion de la crise sanitaire.

Adapter nos modes de fonctionnement et nos procédures aux nouvelles réglementations et structures et développer de nouvelles compétences.

Participer à la mise en œuvre de la transformation numérique et à la modernisation de la DREAL.

Poursuivre l'optimisation de l'organisation et du fonctionnement du Secrétariat Général et Support Régional (SGSR).

Élaborer un plan d'action en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Qualité :

- assurer la continuité et l'adaptation du système de management qualité de la DREAL ;
- mettre en place et suivre les exigences du programme Services Publics+.

Communiquer et faire connaître les actions de la DREAL, vis à vis du grand public, des partenaires et des médias en utilisant des supports et les canaux de diffusion actuels.

Travaux et équipements éco-responsables

- Installation d'une borne de recharge rapide pour véhicules électriques sur le site de Coulomb.
- Installation de 16 places de garage sécurisées pour les vélos sur le site de Coulomb.
- Equipement en visioconférence des salles de réunions.
- Poursuite du déploiement des bacs de collecte sélective par apport volontaire.



Travaux et accessibilité

- Mise aux normes des portes du sas de l'entrée du site de Coulomb.
- Création de 2 places de parking pour les personnes à mobilité réduite supplémentaires sur Buffon.
- Réfection et mise en accessibilité des douches et wc de l'unité départementale d'Indre-et-Loire.

Ressources humaines

- Déploiement des nouvelles lignes directrices de gestion issues de la Loi de transformation de la fonction publique.
- Développement d'une offre pour l'accompagnement des parcours professionnels.
- Déploiement du télétravail (réunions de préparation, élaboration du cadrage et des documents, lancement de la campagne de recensement des demandes).



* RenoirRH : Système d'information interministériel de gestion des ressources humaines
* Sdage : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
* ZGE : Zone de gouvernance des effectifs

Directeur : Hervé BRULÉ
Directrice adjointe : Sandrine CADIC
Directeur adjoint : Yann DERACO

Unité communication : Florence KLEIBER

Prévention santé sécurité : Jean-Philippe GOIN

Secrétariat Général et Support Régional (SGSR)

Éric BONMATI

Département des Ressources Humaines
Sophie GAUGUERY

Département des Moyens Généraux
Philippe CARRÉ

Mission Juridique

Mission Appui à l'Autorité Environnementale (MAAE)

Mathieu SANTUNE

Mission Pilotage Stratégie Qualité (MPSQ)

Pôle Social Régional (PSR)

Annie SOUTON

Mission Management de la Connaissance et Données (MMCD)

Céline MAGNIER

Service Connaissance, Aménagement, Transition Énergétique et Logement (SCATEL)

Guy BOUHIÉ DE L'ÉCLUSE
Fabien GUÉRIN (adjoint)

Département Aménagement Durable et Paysage

Département Énergie, Air et Climat
Pascale FESTOC

Département Habitat et Construction
Pierre DUMON

Service Mobilités Transports (SMT)

Laurent MOREAU

Département Infrastructures et Déplacements
Stéphanie PASCAL

Département Transports Routiers et Véhicules
Frédéric LEDOUBLE

Service Risques Chroniques et Technologiques (SRCT)

Xavier MANTIN

Département Impacts, Santé, Déchets
Maud GOBLET

Département Risques Technologiques et Sécurité Industrielle
Ronan LE BER

Service Eau, Biodiversité, Risques Naturels et Loire (SEBRiNaL)

Catherine GIBAUD
Johnny CARTIER (adjoint)

Département Eau et Milieux Aquatiques
Christian FEUILLET

Département Biodiversité
Thérèse PLACE

Département Délégation de Bassin Loire-Bretagne
Nicolas MEYER

Département Études et Travaux Loire
Sébastien PATOUILLARD

Mission Finances et Plan Loire
Hervé PINATEAU

Mission Risques Naturels
Didier VIVET

Service Hydrométrie, Prévision des Étiages, des Crues et des Inondations (SHPECI)

Fabien PASQUET

Département Hydrométrie, Maintenance et Données
David BESSON

Département Prévision des Étiages, des Crues et des Inondations
Nadège HENRIOT

Unité départementale d'Eure-et-Loir (UD 28)

Gautier DEROY

Unité départementale du Loiret (45)

Jacques CONNESSON

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre (UiD 18-36)

Bernard DESSERPRIX

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher (37-41)

Stéphane LE GAL

- Service support et missions transversales
- Services compétents sur le périmètre régional
- Services à vocation pluri-régionale
- Unités départementales et interdépartementales

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement Centre-Val de Loire

5, avenue Buffon - CS 96407
45064 ORLÉANS cedex 2

Tél. +33 (0)2 36 17 41 41

www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

PRÉVISIONS

RISQUES

MOBILITÉS

TRANSPORTS

LOGEMENT

AMÉNAGEMENT

BIODIVERSITÉ

PAYSAGES